



Déclarations et Discours

N° 82/31

POUR UNE MEILLEURE COOPÉRATION ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE

Allocution du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, au Conseil national du patronat français, à la Chambre de commerce France-Canada et à la délégation d'hommes d'affaires canadiens à Paris, le 9 novembre 1982.

Réfléchissons ensemble : que peuvent représenter l'Europe occidentale et la France pour le Canada et que devrait représenter le Canada pour l'Europe et pour la France ? Il est bien évident que les liens entre nos deux pays reposent sur un passé qui est riche en pages glorieuses et en affection fraternelle. Mais dans leur dérive économique, sociale ou culturelle, nos deux continents se rapprochent-ils ou s'éloignent-ils l'un de l'autre ? Vivons-nous des heures décisives dans leurs rapports ?

Deux fois en moins d'un siècle nos soldats sont morts pour la défense de votre sol, et pourtant nous-mêmes, Canadiens, n'avons réussi qu'assez tard à bien saisir ce que devenait aujourd'hui l'Europe. Paradoxalement, il a fallu qu'une génération disparaisse — justement la génération qui vous avait le plus connus — pour que nous cessions de voir l'ancien continent comme un monde en déclin et que nous nous mettions à rechercher l'Europe dans l'avenir plutôt que dans le passé. Nous qui devons la Nouvelle-France au peuple français, nous qui devons à l'Europe le meilleur de nos langues, de nos institutions et de nos cultures, c'est néanmoins en regardant à l'ouest que nous avons construit notre pays. Nous en avons fait un demi-continent, ouvert sur l'Asie et le Pacifique aussi bien que sur le vaste horizon américain. Même si la plupart d'entre nous sommes de souche européenne, même si par exemple les 59 000 colons qui, en 1759, on vu s'éteindre la Nouvelle-France sont devenus six millions de Canadiens-français aujourd'hui, il reste que pour beaucoup d'entre nous l'Europe avait cessé d'être évidente.

Disons-le, l'Europe avait peut-être autant de mal à nous percevoir. Si ouverte qu'aient tenté d'être la construction et l'unité de l'Europe occidentale, ses préoccupations gardaient un caractère européocentrique. Le Canada y occupait une place marginale et on était convaincu que, de toute façon, nous ne pouvions échapper à la force de gravitation toute puissante de notre voisin du sud. Sans doute n'avons-nous pas suffisamment fait comprendre que nos efforts pour assurer notre identité, notre unité et notre indépendance servaient la grande communauté des nations libres. Car pour renforcer le camp de la démocratie, mieux vaut un allié fort et sûr de lui qu'un partenaire dépendant et incertain.

Quant aux relations entre nos deux pays, avec le recul du temps il apparaît encore plus clairement qu'elles n'ont pas bénéficié autant qu'elles l'auraient pu de la

redécouverte par la France d'une communauté linguistique et culturelle francophone au Canada. Cette redécouverte, qui aurait dû nous porter l'un vers l'autre et renforcer nos intérêts communs a souvent occasionné, au contraire, méfiance et déceptions. Au moment où la France redécouvrait le visage français du Canada, les Canadiens eux-mêmes cherchaient de meilleurs équilibres internes. Ces mouvements de redécouverte et de recherche se sont malheureusement télescopés, et quand nous regardons aujourd'hui cette période, nous ne pouvons qu'être étonnés et peinés de n'avoir pas mieux réussi nos retrouvailles.

Nous avons eu, dès le début des années 70, la volonté politique d'épanouir nos relations commerciales, car nous constatons qu'elles avaient besoin d'une sérieuse relance. Cette volonté s'est-elle heurtée à l'ignorance, à l'habitude, à l'apathie ou à des sensibilités à vif ? Toujours est-il qu'elle n'a pas suffi à donner les impulsions nécessaires. Il importe donc aujourd'hui de voir plus clairement à quel genre d'obstacles se sont heurtés les efforts de développement commercial et de coopération industrielle entre la France et le Canada, afin de savoir s'ils ont, oui ou non, un avenir.

**Difficultés
d'ordre
historique
et géographique**

À mon avis nos difficultés passées s'expliquent dans une large mesure par le contexte géographique et historique dans lequel nos économies ont évolué. Pour les entreprises canadiennes et américaines, le continentalisme a pu se présenter comme une option économique naturelle. Surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale, Canadiens et Américains ont tissé un réseau serré de contacts. Ils ont opté pour une coopération industrielle et technologique ainsi qu'une complémentarité dans la production et la conquête des marchés. Les avantages que présentent de tels liens économiques vous sont évidents, à vous Français qui avez édifié un marché commun avec vos partenaires européens.

Sans cesse attirés dans le giron de leur unique voisin, le géant américain, les Canadiens ont pourtant résisté en Amérique de Nord à une intégration économique aussi poussée que celle que vous avez réalisée en Europe. Mais, alors que nous souhaitions des liens plus étroits avec l'Europe — tant pour équilibrer le poids de nos relations avec un seul partenaire que pour répondre à l'attrait intrinsèque de vos marchés — l'intégration européenne a eu pour effet de nous marginaliser. Le vaste système préférentiel que vous avez établi favorisait les échanges au sein de la Communauté européenne et avec des partenaires privilégiés tels que les pays de l'Association européenne de Libre-Échange et le groupe de Lomé. Du Canada, il n'était pratiquement pas question. Bien plus, avec l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne, en 1972, nous avons perdu le seul accès favorisé au marché européen dont nous étions bénéficiaires en vertu des accords entre pays du Commonwealth.

C'est dans ce contexte qu'au début des années 70 nous avons affirmé plus fortement notre volonté politique de resserrer nos liens économiques avec l'Europe. Mais forcés d'asseoir des industries nouvelles, de nous adapter aux crises énergétiques et de survivre à la stagnation économique au cours de la dernière décennie, nous n'avons

pas su innover comme il l'aurait fallu. Nous nous sommes trop facilement contentés d'un commerce traditionnel fluctuant au gré de la conjoncture. Nous avons négligé de tisser ces liens entre les hommes, les entreprises, voire les générations, qui font la solidité de nos relations économiques avec les États-Unis. Nous avons laissé tomber les bras devant des marchés réputés imprenables. Question de volonté, sans doute, mais aussi de priorités et de moyens. Le fait est que nos défis européens et français des années 70 sont encore à relever.

Mais les raisons qui nous poussaient alors à redoubler nos efforts n'ont rien perdu de leur pertinence. Le potentiel des relations Canada-Europe, Canada-France ne doit pas être jugé par la modestie de nos succès passés ni par la seule évaluation de nos anciennes contraintes. Nous devons faire entrer dans notre jugement une vision du Canada et de la France de demain.

Trois types d'économie au Canada

Au Canada, nous sommes en train de dépasser notre économie traditionnelle. En fait trois types d'économie coexistent, se complètent ou se concurrencent chez-nous. La première et la mieux connue en Europe, se fonde sur nos immenses ressources naturelles. La prospection des années 70 en a remarquablement enrichi l'inventaire. Nos politiques ne sont pas malthusiennes et les besoins à venir des grandes économies industrielles nous permettront une exploitation plus intense de ces ressources. Notre potentiel est donc ici incontestable. Non seulement pouvons-nous devenir un fournisseur plus important de la France en matières premières et ouvragées, mais nos besoins d'investissements, de technologie et d'équipement devraient permettre à la France de prendre une part active à notre développement.

À cette première économie s'ajoute au Canada un complexe industriel important né dans un contexte historique à la fois continental et préférentiel, et on y retrouve des industries vulnérables face à la concurrence d'autres parties du monde. Dans ce secteur, nous connaissons en fait les mêmes problèmes d'adaptation que bien d'autres pays industrialisés. Et nous avons entrepris comme eux les restructurations et les modernisations qui s'imposent, conscients des difficultés que cause la stagnation de ces industries aussi bien à nos partenaires qu'à nous-mêmes.

Mais nous avons aussi une troisième et nouvelle économie, sans doute la plus méconnue de la France. Il s'agit de notre économie de pointe. Vous la trouverez déjà bien engagée dans les voies de l'avenir que sont l'informatique, les télécommunications, l'aéronautique et l'industrie spatiale. Notre présence au premier rang de la concurrence internationale témoigne de notre créativité dans ces domaines.

Le Canada, la dernière grande aventure

Puisant à son immense réservoir de ressources et fortement engagé dans la course technologique du futur, le Canada est peut-être la dernière grande aventure possible au sein du monde industrialisé. Et sur le chemin de cette aventure, vous ne trouverez ni conflits, ni engins de destruction, ni massacres, mais la stabilité d'institutions enracinées dans la tolérance et la liberté. Ces vastes perspectives sont un appel à la

collaboration entre entreprises françaises et canadiennes. Et même si des projets conjoints ont été mis en route, tout reste à faire.

Je parlais tout à l'heure de la transformation de l'économie canadienne. La France a elle aussi vécu une évolution industrielle, technologique et sociale profonde. Son industrie a dépassé l'espace trop étroit de l'hexagone et les aires d'échanges traditionnels. Elle s'est résolument ouverte au reste du monde et nous commençons enfin à nous rencontrer sur les marchés internationaux. Nous y sommes, bien sûr, des concurrents, mais nous figer dans ce rôle serait nous braquer sur l'horizon immédiat et nous couper de larges perspectives de collaboration et d'association. Ce serait nous disputer l'acquis en négligeant ce qui reste à acquérir. Nous sommes à la veille d'une nouvelle révolution industrielle où la science nous entraîne sans doute trop aveuglément. Bon gré, mal gré nous allons devoir faire sauter de vieux réflexes. L'avenir de nos relations réside dans l'évolution parallèle de nos économies vers une ère technologique nouvelle. Nous y sommes engagés déjà.

Le Canada à l'heure du choix

Il importe d'accélérer le pas. Car la marche du temps suit un rythme dont nous n'avions pas l'habitude, et nous arrivons à l'heure où il faudra que le Canada choisisse sa voie. Plusieurs options lui sont offertes. Il y a la voie du resserrement de nos liens avec l'Europe, et nos traditions aussi bien que l'acquis — tout modeste qu'il soit — de la décennie passée nous y poussent. Il y a aussi l'appel des pays du Pacifique et des pôles économiques et industriels que nous y avons trouvés. Il y a finalement la tentation du continentalisme nord-américain qui se réclame de la géographie et de la rationalité économique. Car en fait, ce sont les hommes et l'histoire qui ont refusé de faire du continent nord-américain un seul État national ou une seule économie intégrée, qui serait assurément la plus grande, la plus riche et la plus puissante du monde. Mais face aux durs choix qu'imposera l'ère nouvelle, il n'est pas assuré que les Nord-Américains voudront pour toujours refuser cet avenir à leur continent.

Les Canadiens d'aujourd'hui s'y refusent. S'ils disent non au continentalisme intégral, c'est évidemment à cause de leur histoire et de leur projet national canadien. C'est aussi parce que leur vouloir vivre collectif est basé sur une perception d'eux-mêmes qui non seulement les différencie nettement de leurs voisins américains mais encore les apparente à leurs cousins d'Europe. Notre volonté de préserver et de voir prospérer notre patrimoine français fait partie de la conscience que nous avons de nous-mêmes et nous donne un lien particulier avec le monde francophone et notamment avec la France.

En parlant tout à l'heure du regard que le Canada projette sur notre monde, je signalais l'attraction des pays du Pacifique et l'invitation insidieuse du continentalisme. J'y reviens en notant que pour les Canadiens, la communauté de culture et de langue avec l'Europe constitue incontestablement un appel équilibrant. Mais en dépit de la force réelle de cet appel, il faut se garder d'en exagérer les effets. Ne comptons pas, en particulier, sur la langue pour faire des affaires, car la langue en elle-même

**Développer sans
tarder le
commerce
franco-canadien**

n'est pas porteuse de commerce ni de relations industrielles ou économiques. S'il fallait aux Canadiens une preuve que dans le domaine des affaires la communauté de culture ne suffit pas, nous aurions qu'à comparer l'essor de nos relations commerciales et industrielles avec le Japon, voire la Corée, à la relative minceur de nos échanges avec la France pourtant si proche parente du Canada.

En matière de commerce entre la France et le Canada, c'est de volonté et d'imagination qu'il s'agit. Voilà pourquoi j'en appelle à vous, hommes d'affaires et capitalistes d'industries. Car les gouvernements ne pourront vraiment donner l'impulsion politique déterminante à certains dossiers que si vous les mettez vous-mêmes en train, en établissant des contacts et en jetant les bases d'une collaboration durable plutôt qu'occasionnelle.

Et c'est maintenant qu'il faut agir, alors que l'état du monde nous force à interroger et à sonder l'avenir ; alors que les dispositions des gouvernements français et canadien s'y prêtent ; alors que les États-Unis font une pause pour reprendre leur souffle.

Les esprits les plus éclairés ont compris qu'il est dans l'intérêt de l'Europe que l'équilibre du continent nord-américain soit maintenu. Ils ont compris que le Canada peut ouvrir à la France une fenêtre sur l'Amérique. C'est pourquoi l'avenir du Canada ne saurait laisser l'Europe et la France indifférentes.

Au XVII^e et XVIII^e siècles, l'Amérique est entrée dans la conscience européenne sous la forme mythologique d'une terre promise. Du bon sauvage de Rousseau à l'Atala de Châteaubriand, le Nouveau Monde semblait une réinvention du paradis terrestre.

En appelant des liens plus solides entre le Canada et l'Europe, en évoquant une nouvelle page dans la chronique de fidélité, d'affection et d'audace qu'ont écrite le Canada et la France, je ne veux pas contribuer à propager une autre mythologie.

Le temps des mythes est révolu. C'est au contraire une dure réalité que nous imposent les temps présents. Mais cette réalité est ouverte sur un avenir que nous pouvons façonner afin de nous le rendre favorable. Et il n'en tient qu'aux hommes d'affaires français et canadiens de réaliser dans les années qui viennent des entreprises économiques, capables de rivaliser en audace et en imagination avec les pages les plus glorieuses de l'histoire commune de nos deux pays.